La Commune

Réintégration de Chirino !

Venezuela : licenciement politique d'un dirigeant de l'UNT

Fin 2007, les dirigeants de PDVSA ont licencié Orlando Chirino, dirigeant syndical reconnu, coordinateur de l'UNT, membre de la Direction de Sinutapetrol et l'un des principaux responsables de C-CURA. Le 24 janvier, Orlando Chirino a porté au Ministère du travail un sa demande de réintégration immédiate à son poste de travail, et de paiement de tous ses salaires suspendus depuis début décembre. Orlando Chirino a expliqué devant les média ce que signifiait pour lui la décision des dirigeants de PDVSA et du gouvernement national. Ci-dessous, des extraits de ce qu'il en dit sur le site www.aporrea.org.

La première chose que j'ai à dire c'est qu'il s'agit d'un acte de discrimination qui viole mon droit constitutionnel au travail. De manière arbitraire, sans aucune discussion préalable avec moi et sans avoir demandé au Ministère du Travail de qualifier cela de licenciement, ils ont suspendu le paiement de mes salaires depuis le 30 novembre 2007 et, suivant la vieille coutume des gouvernants de la IVe République, à quelques heures des jours fériés, ils m'ont remis la lettre dans laquelle ils m'informent de mon licenciement. Je veux souligner la façon perverse dont ils ont agi au moment de mon licenciement car, en plus de m'avoir donné la lettre au milieu des fêtes de fin d'année pour m'empêcher de dénoncer efficacement cette infamie, ils ont effectué une série de manoeuvres dilatoires dans l'intention de laisser passer les trente jours qu'imposent la Loi pour éviter que je puisse me défendre devant le Ministère du Travail. Cette attitude sinistre caractérise entièrement la malhonnêteté des intrigants politiques qui ont tramé mon licenciement.

Persécution politique

Dans les trois ou quatre réunions tenues avec une commission spéciale, créée pour me rencontrer, les participants à celles-ci m'ont fait savoir que la décision reposait sur le fait que je m'étais opposé à la réforme constitutionnelle et que, de plus, il existait de très fortes pressions exercées depuis le Ministère du Travail et par les militants de la Force Bolivarienne Socialiste des Travailleurs (FBST) dans laquelle milite le Ministre José Ramón Ribero. De plus, il faut signaler qu'il m'accuse d'avoir créé l'instabilité dans l'industrie durant les mois qu'a duré la négociation du contrat pétrolier, parce que je me suis opposé, avec des milliers de travailleurs, à une commission de négociation qui n'a été élue par personne, et qui a été désignée par le Ministère du Travail et les dirigeants de PDVSA, et parce que nous dénoncions la perte de conquêtes importantes obtenues par les travailleurs de l'industrie au fil de nombreuses années de luttes.
Il est évident qu'ils m'accusent du délit de ne pas être d'accord, ou de penser différemment du gouvernement et de la techno-bureaucratie de PDVSA, laquelle viole aussi la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela écrite, approuvée et défendue par ceux-là même qui ont pris la décision de me licencier.

Pétition

À M. Rafael Ramírez
Ministre de l'Énergie et du Pétrole, Président de Pétroles du Venezuela
Et aux membres de la Direction de PDVSA Les soussignés s'adressent à vous pour obtenir la réintégration immédiate à son poste de travail d'Orlando Chirino, coordinateur national de l'Union Nationale des Travailleurs (UNT), qui a joué un rôle déterminant contre le coup d'État d'avril 2002 et dans la défense de l'industrie pétrolière contre le lock-out patronal fomenté contre PDVSA cette même année.
Orlando Chirino a été licencié injustement de PDVSA alors qu'il est sous la protection de la Loi organique du travail concernant les droits syndicaux comme membre de la direction de Sinutrapetrol (Syndicat unique des travailleurs du pétrole), avec la responsabilité de Secrétaire à l'hygiène et à la sécurité et comme coordinateur national de l'UNT.
Pour ces raisons et en relation avec le parcours militant d'Orlando Chirino, qui depuis plus de 30 ans s'est consacré au service de la classe ouvrière vénézuelienne en tant que dirigeant syndical reconnu par des milliers de travailleurs, et indépendamment de ses positions politiques et idéologiques, nous nous adressons à vous pour obtenir sa réintégration à son poste de travail.
Recevez nos salutations ouvrières et démocratiques.
Les signatures sont à envoyer à lacommune@lacommune.org : Nom, prénom - responsabilité politique et/ou syndicale - ville et département.

En réfléchissant à ce qui est arrivé au référendum du 2 décembre, les travailleurs et particulièrement les employés publics doivent être satisfaits de ce que la réforme constitutionnelle n'ait pas été approuvée, parce qu'elle contenait un article auquel de nombreux syndicats n'ont pas prêté attention, ou fait comme s'ils ne l'avaient pas compris. Je me réfère à l'article 141, avec lequel se perdait le caractère d'employé public, nous transformant en instruments des politiques du gouvernement et de l'État. C'est-à-dire que nous, les travailleurs du secteur public, nous serions dans l'obligation de penser et agir comme le gouvernement,

sous peine de perdre notre travail, comme c'est le cas actuellement avec moi.

Autonomie syndicale

Ce n'est pas par hasard que l'autonomie syndicale a été approuvée par le Congrès constitutif de l'UNT, nous avons vécu des expériences aussi malheureuses que celle de la CTV et nous avons appris la leçon, c'est pour ça que nous avons ratifié ce principe d'autonomie syndicale. Malheureusement de nombreux coordinateurs de l'UNT, qui cherchent un profit personnel ou des postes au gouvernement, ont oublié ce " principe sacré ", compromettant les intérêts et l'indépendance des travailleurs. Ces " syndicalistes " sont ceux qui sont irrités quand nous dénonçons l'amnistie décrétée par le gouvernement, la libération des prix, la flexibilisation des règles d'importation des aliments ou quand nous nous affrontons au gouvernement parce qu'il ne respecte pas les cadres syndicaux et qu'il ne négocie pas les contrats collectifs, comme ce fut le cas avec les enseignants, les médecins et en général avec les fonctionnaires. C'est pour cette raison qu'ils me chassent de l'industrie.

Dans quel but ?

Il est évident qu'il existe un plan national qui part du gouvernement, à travers le Ministère du Travail et la FSBT, pour détruire l'UNT et tous les dirigeants qui appellent à se mobiliser et à lutter en défense des droits des travailleurs. Dans le cas concret de la bureaucratie syndicale, peinturlurée en rouge, existant dans l'industrie, qui a négocié et vendu le contrat pétrolier, elle a retardé délibérément le processus électoral de la FUTPV (nouvelle Fédération syndicale pétrolière) en espérant mon licenciement, avec l'espoir que je ne puisse être partie prenante de la liste de C-CURA/Pétrole.

Pour ma réintégration

Depuis lundi 28 janvier nous avons engagé une campagne nationale et internationale de soutien de dirigeants syndicaux et politiques réclamant mon droit au travail. Après Carnaval nous réaliserons un rassemblement national dans le parc central de Caracas, avec des travailleurs et des dirigeants syndicaux de l'industrie pétrolière, ainsi qu'avec tous les dirigeants syndicaux et travailleurs d'autres secteurs qui ont dit m'accompagner dans cette bataille.

Modifié le dimanche 24 février 2008

Voir aussi dans la catégorie Venezuela

Contre l’interventionnisme et les menaces militaires impérialistes

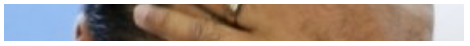
Nous reproduisons des extraits du texte publié sur le site apporea.org par nos camarades vénézuéliens de Marea Socialista. »

La crise au Venezuela atteint un niveau sans précédent

Contre la faim, la répression, la mort et la décadence sociale, le mécontentement se voit partout. Tous les jours, les mobilisations dans les rues sont énormes. Le phénomène n’a rien à voir... »

Où va le Venezuela ?

Pour comprendre la situation et lever le voile sur les informations qui sont diffusées dans le monde, inutile d'écouter la coalition de droite (MUD) pro-impérialiste ni la version du président... »



Au cœur du marasme, un pôle anticapitaliste de masse prend corps

Le Venezuela traverse une crise économique et politique majeure : le pays miné pa la chute du cours du pétrole, dans la mesure où 90 % de ses revenus proviennent d la vente de l'or noir, a... »

L'Amérique latine et les défis de la gauche

L'Amérique latine entre dans une phase de changements, avec de nouveaux processus, de nouveaux gouvernements, l'échec de projets antérieurs et une nouvelle politique des USA vis à vis de la... »

Pour un nouveau pôle

Nous reproduisons ici un article paru dans le numéro 663 de la revue Alternativa Socialista, sur les derniers développements au Venezuela. »